

# Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises.

## Le Prix 2011 du meilleur jeune économiste

Xavier Gabaix, lauréat  
Etienne Lehmann,  
Guillaume Plantin et  
Mathias Thoenig, nominés



Dans cette période de sortie laborieuse de crise, les politiques économiques ont retrouvé leur légitimité. D'une part, la croyance dans les capaci-

### Dossier

tés auto-équilibrantes des marchés a reculé devant l'évidence des excès qui ont conduit à la crise financière. D'autre part, l'intervention déterminée des Etats à l'automne 2008 a été considérée

comme décisive dans l'évitement d'un engrenage fatal menant à une dépression du type de celle des années 1930.

Aujourd'hui, l'intervention publique est largement reconnue comme indispensable, au moins pour réguler les marchés et stabiliser la conjoncture, en tout cas pour fournir des services publics, assurer la protection sociale et redistribuer les revenus.

Mais, d'un autre côté, les Etats sortent de la crise encore plus contraints qu'ils n'y étaient

entrés. Les plans de relance, les aides au secteur financier, et plus encore les amputations de recettes dues à la récession de 2008-2009 ont creusé les déficits publics et alimenté les dettes publiques, déjà élevés avant la crise.

Soumis à la critique ces dernières années pour avoir collectivement sous-estimé les tensions engendrées par le développement de la finance et les risques d'accident et de souffrance sociale qui en sont la conséquence, les économistes retrouvent eux aussi pro-

gressivement une légitimité: après tout, même s'ils n'ont pas annoncé la crise, ils ont su participer à la définition des moyens qui ont permis qu'elle ne tourne pas à la tragédie.

Malgré les insuffisances de leurs méthodes, et tout en étant conscients des nombreuses interrogations auxquelles ils ont encore beaucoup de mal à répondre, les économistes ont développé des instruments d'analyse puissants.

►►► Lire la suite page 4  
Le Cercle des économistes

### L'éclairage de Martin Wolf p.2



La zone euro orpheline de Dominique Strauss-Kahn

### Entreprise p.3

Malgré Fukushima, l'Asie mise sur le nucléaire

### Stratégie p.6

Centenaire, Nivea est la marque de soin la plus vendue au monde

Nicolas Baverez



## New Deal mondial



Après une décennie 2000 placée sous le signe de l'éclatement des bulles spéculatives, les années 2010 s'ouvrent avec une configuration inédite. La multipolarité est effective, marquée par la domination des pays émergents en matière de production, de réserves financières, de capitalisation et de levées de fonds. Les révolutions du monde arabo-musulman ont mis fin à l'échange ambigu de la stabilité politique au prix de la privation des libertés, contre l'accès garanti au pétrole. Le cycle de baisse des prix et des taux d'intérêt cède face au renouveau de l'inflation, qui dépasse 6% en Chine, en Inde et au Brésil. Enfin, la tragédie japonaise acte les limites du système productiviste mis en place après la seconde guerre mondiale comme celles du modèle industriel du « juste à temps ».

La mondialisation n'a pas été enrayerée par la crise, mais elle se restructure. Elle n'est plus tirée par les exportations des émergents vers les consommateurs des pays développés, mais par le commerce Sud-Sud. Elle se polarise autour de grands axes régionaux organisés autour des Etats-Unis, de la Chine, de l'Inde, du Brésil, de l'Allemagne, de la Russie, de l'Afrique du Sud, de la Turquie... Cette nouvelle donne, cumulée avec la reconstitution de bulles liées à une création monétaire débridée et le retour de l'inflation, contribue à une très forte volatilité. La multiplication et l'interaction des krachs et des chocs réhabilitent la nécessité d'une réassurance. Mais le capitalisme universel, devenu multipolaire, ne dispose plus d'un garant ultime, comme ce fut le cas au XIX<sup>e</sup> siècle avec le Royaume-Uni ou au XX<sup>e</sup> siècle avec les Etats-Unis. Et les instruments classiques de la politique économique montrent leurs limites. L'action conjoncturelle est privée de toute marge de manœuvre dans les pays développés par le niveau des dettes publiques (100% du produit intérieur brut contre 34% dans les pays émergents) et l'intervention démesurée des banques centrales.

L'effondrement du crédit et le risque mondial de déflation provoqué par la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 ont justifié un keynésianisme planétaire associé à une lutte efficace contre le recours au protectionnisme. La priorité va désormais aux politiques structurelles destinées à convertir les modèles économiques, à répondre aux nouveaux moteurs de la croissance (nouvelles classes moyennes du Sud, économie de la connaissance, environnement, vieillissement), à repositionner les nations et les pôles régionaux dans la mondialisation. Plus que jamais, les choix de politique économique seront décisifs. Ils dépendront de cinq facteurs.

►►► Lire la suite page 2

### Annonces

Paroles d'experts Banque/Assurance Page 9  
Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance  
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales  
Multiposte ■ Collectivités territoriales  
Pages 7 à 10  
Consultez notre site : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

APPEL A CANDIDATURES

Le Monde  
Argent  
FINAN!SOL

présentent la deuxième édition des  
Grands Prix de la  
Finance solidaire



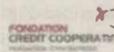
Cet événement qui marquera le coup d'envoi de la Semaine de la finance solidaire, se déroulera Jeudi 3 novembre 2011, dans l'auditorium du Monde 80, Bd Auguste-Blanqui 75013 PARIS

5 Prix récompenseront des projets à forte utilité sociale et environnementale

APPEL A CANDIDATURES

Les dossiers de candidature et tous les détails des Grands Prix de la finance solidaire seront disponibles à partir du mercredi 25 mai 2011 sur le site [www.finansol.org](http://www.finansol.org)

EN PARTENARIAT AVEC



un événement organisé par [www.lesassociés.org](http://www.lesassociés.org)

## New Deal mondial

►►► Suite de la chronique de Nicolas Baverez

1) La capacité à réformer les contrats politiques et sociaux et à peser sur les grands équilibres (entre épargne, investissement et consommation, entre demande intérieure et exportations, entre partage et inégalités, entre Etat et marchés, entre rôle des entrepreneurs et pilotage du développement...).

2) La reconstitution de marges de manœuvre, ce qui implique le désendettement des banques et surtout des Etats.

3) La coordination des instruments et des institutions, au plan interne où l'articulation entre politique monétaire, budgétaire et fiscale est vitale, mais aussi entre les grands blocs régionaux pour la gestion des risques systémiques.

4) La prise en compte de l'horizon de long terme, contre la funeste doctrine Greenspan consistant à concentrer tout l'effort sur le risque le plus immédiat, comme le fait encore la Réserve fédérale américaine (Fed) avec les programmes de *quantitative easing* (assouplissement monétaire quantitatif).

5) La rapidité de la réaction face aux chocs.

Les risques et la volatilité sont partout, mais la politique économique est nettement plus active et efficace dans les pays émergents que dans les grands pôles du monde développé. La Chine accorde la priorité à la demande intérieure – avec une hausse des salaires de 30% –, à la réduction des inégalités, à la lutte contre la pollution et à l'internationalisation du yuan. Mais les Chinois refusent, au nom de leur développement et... de la revanche sur l'Occident, d'assumer une part de responsabilité face aux risques planétaires.

La mondialisation reste ainsi sous la double menace des économies zombies du monde développé et des failles du multilatéralisme que le G20 ne parvient pas à combler. Elle constitue un bien commun à la merci du « chacun pour soi », seul véritable facteur que l'on retrouve dans toutes les politiques économiques. ■

Nicolas Baverez est économiste et historien.



## L'éclairage L'ancien directeur général du FMI est l'un des rares politiciens européens à qui la direction allemande prêtait l'oreille

# La zone euro sans DSK

Par Martin Wolf

**D**ominique Strauss-Kahn a été l'homme qu'il fallait au poste qu'il fallait et au moment où il le fallait. Au départ, j'avais quelques doutes quant à la nomination d'un nouveau Français, politicien de surcroît, pour gérer une institution internationale comme le Fonds monétaire international (FMI). J'avais tort. M. Strauss-Kahn s'est révélé un décideur audacieux, un politicien efficace et un économiste compétent. Cette combinaison est extrêmement rare. Il est probable qu'aucun des candidats envisagés aujourd'hui ne pourra faire un aussi bon travail que celui que M. Strauss-Kahn a accompli au plus fort de la crise financière mondiale puis de celle de la zone euro.

Bien entendu, chacun s'attendait à ce que M. Strauss-Kahn quitte sous peu le FMI pour se présenter à la présidence française. S'il avait été élu, il aurait pu modifier la capacité de la zone euro à gérer sa crise interne actuelle. Il aurait mis dans cette tâche des capacités dont manque le président Nicolas Sarkozy, au premier rang desquelles le poids intellectuel, et donc une crédibilité auprès des dirigeants de la principale puissance européenne, l'Allemagne.

M. Strauss-Kahn était l'un des très rares politiciens européens à qui la direction allemande, et notamment la chancelière Angela Merkel, prêtait l'oreille. Il s'est montré capable, en certains moments cruciaux, de rassembler les Européens. Il paraissait même capable de réunifier un gouvernement allemand divisé. Je ne vois absolument pas qui pourra le remplacer.

Alors que les divisions au sein de l'Europe sont nombreuses et les décisions à prendre complexes et grosses de dangers, son absence se ressentira de façon aiguë.

Bien entendu, on discute de savoir qui pourrait remplacer M. Strauss-Kahn à la tête du FMI. Il est facile de trouver des technocrates capables dans le monde. Il est également possible de trouver des personnalités politiquement efficaces. Mais personne ne réunit l'une et l'autre facettes aussi bien qu'il le faisait. Se pose également la question de la nationalité. Les Européens vont insister pour que le futur directeur général soit à nouveau un Européen – peut-être Christine Lagarde, l'actuelle ministre française des finances. Les pays émergents pousseront leurs propres candidats.

## La distinction entre déficits privés et publics est moins absolue que ne l'estime le clergé budgétaire

Mais étant donné le rôle central que joue désormais le FMI dans la zone euro comme source de financement et, plus encore, d'expertise, il est difficile d'envisager que les Européens leur concèdent le poste. Je pense que les Etats-Unis les soutiendront, auquel cas ils disposeraient du nombre de voix nécessaire. Il est certain en tout cas qu'aucun candidat non européen ne pourrait jouer le rôle que jouait M. Strauss-Kahn dans la zone euro.

Il se trouve que sa chute intervient à un moment important. Comme on le sait, le programme de redressement de la Grèce n'a pas

donné les résultats escomptés. Ce n'est pas surprenant : il n'a jamais paru en mesure de le faire. Il y a de grandes chances pour qu'il en aille de même avec le programme de 78 milliards de dollars (54,6 milliards d'euros) d'aide accordé au Portugal. Quant à l'Irlande, elle est loin d'être remise sur pied. Même l'Espagne n'est pas assurée d'opérer sans dommage les ajustements qui l'attendent. Par ailleurs, comme le souligne la dernière étude du FMI sur l'Europe, le système bancaire européen, hautement endetté, reste fragile.

Les mécanismes économiques sous-jacents des crises sont clairs. Pendant les années de boom, un certain nombre de pays ont pu emprunter davantage et à des conditions plus favorables que jamais. Ils ont ensuite enregistré

une telle crise est difficile à résoudre. Comment devra être financé l'ajustement ? Qui devra supporter les pertes ? Comment éviter la panique ? Les défis sont énormes. La stratégie de l'heure exige un accroissement supplémentaire du financement officiel sur des périodes encore plus longues. Sera-t-il accordé ? Si ce n'est pas le cas, il faudra trouver de nouvelles idées. Maintenant que M. Strauss-Kahn n'est plus là, je me demande qui sera capable d'impulser une telle réflexion. ■

lue que ne l'estime le clergé budgétaire : la dette privée se transforme rapidement en dette publique, et les déficits privés deviennent très vite des déficits publics. Un pays présentant un secteur privé grevé de dettes qui cherche par ailleurs à réduire un énorme déficit budgétaire structurel doit générer une amélioration compensatoire dans ses comptes courants. C'est une question de logique. Prenez le cas du Portugal. Selon le FMI, il présentait en 2010 un déficit de ses comptes courants équivalent à 10% du produit intérieur brut (PIB), un déficit budgétaire de 7% du PIB, et donc un déficit implicite du secteur privé de 3% du PIB. Si l'on veut réduire le déficit budgétaire sans provoquer un creusement supplémentaire du déficit du secteur privé, la balance des comptes courants doit nettement s'améliorer. Mais cela implique une forte hausse de la compétitivité. Le défi de la compétitivité auquel sont confrontés ces pays est beaucoup plus sévère que celui auquel l'Allemagne a dû faire face à la fin des années 1990.

En dehors du financement de l'ajustement, quelqu'un doit aussi supporter les pertes liées aux prêts et emprunts douteux du passé. Dans sa « grande sagesse », la zone euro a décidé que les pertes des créanciers du secteur privé devaient être socialisées... et le fardeau final pris en charge par les contribuables des pays déficitaires. Ceux-ci vont par conséquent subir d'abord un ralentissement économique, puis des années d'austérité budgétaire. La justification de tout cela est l'opinion, particulièrement répandue au sein de la Banque centrale européenne (BCE), selon

laquelle la zone euro ne peut faire face à aucun défaut de paiement, que ce soit dans le domaine des prêts aux banques ou dans celui des prêts aux Etats. Là encore, la distinction entre dette publique et dette privée s'évapore.

Toutefois, le problème qu'il y a à transférer le fardeau sur les contribuables des pays emprunteurs est que cela n'a guère de chances de fonctionner. Du fait qu'une proportion toujours plus grande du financement reposera sur des sources officielles, ces pays finiront en toute probabilité par devoir payer un prix politiquement explosif lorsque les dettes seront annulées. Une certaine « implication du secteur privé » – ou au moins des reports d'échéances – sera aussi nécessaire. Il faudra également procéder à des annulations partielles de prêts aux banques en faillite, et à une recapitalisation subséquente des établissements financiers en difficulté.

Une telle crise est difficile à résoudre. Comment devra être financé l'ajustement ? Qui devra supporter les pertes ? Comment éviter la panique ? Les défis sont énormes. La stratégie de l'heure exige un accroissement supplémentaire du financement officiel sur des périodes encore plus longues. Sera-t-il accordé ? Si ce n'est pas le cas, il faudra trouver de nouvelles idées. Maintenant que M. Strauss-Kahn n'est plus là, je me demande qui sera capable d'impulser une telle réflexion. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © « FT » (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

## Le livre Cash machine

**Métropoles XXL en pays émergents sous la direction de Dominique Lorrain**  
Presses de Sciences Po, 400 pages, 26 euros

**D**epuis toujours, la ville a représenté la liberté», écrit Dominique Lorrain, directeur de recherche au CNRS. Aujourd'hui, dix-neuf agglomérations dans le monde ont plus de 10 millions d'habitants ; elles seront vingt-six en 2025. Quels sont les facteurs qui expliquent l'apparition, au Sud, de ces très grandes métropoles XXL ? Quel sens a cette « mutation historique » ? C'est l'intérêt de cet ouvrage collectif d'essayer de répondre à ces questions.

Se démarquant par exemple de l'historien Mike Davis, qui dénonce les risques d'une urbanisation chaotique (voir notamment *Planète bidonvilles*, Ab irato, 2005), les auteurs entendent montrer comment ces villes marchent, en tout cas pour l'instant. Car ces métropoles XXL se situent, aussi, à la pointe de la globalisation. Elles sont des lieux, sans équivalent, d'innovation technique et sociale. De formidables machines à fabriquer de la croissance.

La réflexion s'appuie sur quatre exemples de villes, de tailles différentes. Bombay, capitale économique de l'Inde de 12 millions d'habitants, est soumise à une transition

à marche forcée. Le Cap (Afrique du Sud) et Santiago du Chili ont du mal à solder les comptes du passé, de l'apartheid pour l'une, de la dictature pour l'autre. C'est Shanghai, en Chine, avec ses 20 millions d'habitants et son « skyline » hallucinant, qui est sans doute la plus emblématique de ces cités champignons. Une grande partie de la ville a moins de 20 ans.

Les auteurs décortiquent le schéma à l'œuvre. La hausse du foncier permet la construction de ponts, de routes, qui stimule la hausse du foncier, etc. La rente immobilière est mobilisée au bénéfice du développement économique. « La ville paie la ville », telle est la recette.

Mais les auteurs soulignent surtout que ces grandes villes ne sont pas uniquement le fruit du libéralisme économique. Elles sont le résultat d'une « coalition de croissance publique », terme pudique qui recouvre aussi, souvent, des collusions d'intérêts bien compris. Un des défis de la ville XXL de demain sera d'intégrer le temps long, indiquent-ils. Un défi XXL, lui aussi. ■

Philippe Arnaud

## Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet Pradeep Mehta défend les consommateurs indiens

**P**radeep Mehta est un militant et intellectuel indien qui a contribué de manière originale au développement de son pays. Né en 1948, il a consacré sa carrière à une forme rare d'engagement, notamment en fondant, en 1983, une organisation non gouvernementale (ONG) de protection des consommateurs, CUTS International (Consumer Unity & Trust Society). Une anecdote témoigne de l'idée prévalant à la création de CUTS : certains des fondateurs découvrirent à l'utilisation que leurs boîtes d'allumettes ne comprenaient pas le nombre indiqué, et décidèrent de vérifier s'il s'agissait d'un vice de fabrication ou d'une déficience systématique. CUTS rendit alors possible le dépôt d'une plainte pour pratiques malhonnêtes après avoir surmonté nombre d'obstacles.

CUTS défend ainsi les droits des plus pauvres et conçoit cette action comme une contribution fondamentale au développement. CUTS, dont le siège est à Jaipur, dispose à présent de quatre autres bureaux en Inde, plus des représentations en Zambie, au Kenya ainsi

qu'à Genève, et emploie plus de 85 personnes pour un budget de 1,25 million de dollars (885 000 euros).

Selon la philosophie de réduction de la pauvreté qui anime CUTS, l'une des clés de l'émancipation (*empowerment*) des populations pauvres est leur accès à l'information sur les produits, les pratiques, les politiques mises en œuvre pour améliorer leurs conditions de vie. Les fondateurs de CUTS avaient ainsi commencé par créer un journal mensuel placardé sur les murs des lieux publics des villages du Rajasthan (notamment la poste, souvent la seule institution fédérale présente) afin d'informer les populations de leurs droits.

### Moteur du développement

CUTS et son fondateur sont désormais des acteurs majeurs de l'élaboration des politiques publiques en Inde et des contributeurs remarquables aux débats sur la politique de la concurrence, la politique commerciale et l'Organisation mondiale du commerce. CUTS a notamment créé deux centres internationaux d'excellence consa-

crés à la promotion du commerce et du développement durable (1996), d'une part, de la concurrence, de la réglementation économique et de l'investissement (2003), d'autre part.

L'ONG promeut la politique de la concurrence comme moteur du développement en dehors de l'Inde, notamment en Afrique, à travers un programme dédié au commerce international, au sein duquel les universitaires les plus renommés du monde entier échangeront sur les difficultés rencontrées par la négociation commerciale multilatérale du cycle de Doha.

CUTS peut être à première vue assimilée aux associations de consommateurs des pays industrialisés, qui jouent elles aussi un rôle très important dans l'information et la défense des consommateurs. Mais ses champs d'action sont parfois différents. Peu d'autres organisations de consommateurs s'emploient ainsi à militer pour le droit de la concurrence, pour la libéralisation du commerce et pour l'accès des consommateurs aux produits importés, assurant l'efficacité de la politique sociale à la régulation efficace

d'une économie concurrentielle. Au total, l'expérience de CUTS illustre bien, dans un pays émergent où la pauvreté reste très répandue, le rôle de la société civile dans l'élaboration et l'efficacité des politiques économiques. ■

Pierre Jacquet, chef économiste, Agence française de développement.

## Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanc  
75707 PARIS CEDEX 13  
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00  
Fax : +33 (0)1-57-28-21-21  
Télex : 206 806 F

Edité par la Société éditrice du « Monde » SA, Président du directoire, directeur de la publication : Louis Dreyfus Directeur du « Monde », membre du directoire : Erik Izraelwicz

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'Administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712 G 81975. ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde Impression Le Monde 12, rue M.-Gunsbourg 94852 Ivry Cedex Printed in France

